

*L'impôt—Loi*

Le budget offrait au gouvernement l'occasion de reprendre la barre et de conduire notre pays vers des horizons économiques plus prometteurs. Malheureusement, le gouvernement a manqué cette occasion. Préoccupé par sa propagande coûteuse qui glorifie et vante son existence, le gouvernement s'est contenté de regarder au loin au-delà des vagues du mécontentement populaire et d'annoncer qu'il continuerait de remplir ses réservoirs avec l'argent des contribuables. Le gouvernement ne dirige pas la banque de l'État; il fait plutôt avancer un sous-marin poussif. C'est un sous-marin dont le chef d'équipage et les officiers ont consacré plus de temps et d'efforts à ébaucher un plan constitutionnel pour la traversée de l'Atlantique qu'à se préoccuper des grenades sous-marines qui tombaient tout autour de lui. Il ne s'en préoccupait pas. Il suffit de jeter un coup d'œil au livre de bord pour constater rapidement que le gouvernement ne navigue pas. Le budget en a fourni amplement la preuve.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit que son budget comportait trois thèmes principaux: l'austérité, l'équité et le renouveau économique. Il a ensuite exposé les mesures qui permettraient à tous, sauf au gouvernement, d'atteindre à ces trois objectifs. Les dépenses gouvernementales en sont un exemple flagrant.

Pendant l'année financière en cours, le gouvernement va augmenter ses recettes de 31 p. 100, grâce aux modifications fiscales annoncées dans le budget. Les dépenses gouvernementales, pour la même période, augmenteront encore de 22 p. 100. Le gouvernement dépense au rythme de 187 millions de dollars par jour, huit millions par heure et \$130,000 par minute. A quelles fins? Pour venir en aide aux gens qui perdent leur maison à cause de taux d'intérêt hypothécaire excessifs? A aider les Canadiens à se débattre sous le fardeau écrasant de la hausse des prix de l'alimentation et du logement? Dépense-t-il de l'argent à des programmes visant à diminuer le prix de l'essence et du mazout ou encore à aider les petites entreprises, les femmes d'affaires et les agriculteurs à éviter la faillite? Ces 187 millions de dollars par jour sont-ils dépensés pour offrir l'aide nécessaire aux personnes âgées, aux économiquement faibles ou aux personnes à revenu fixe? Ou encore à créer des emplois pour plus de un million de Canadiens au chômage? Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

Par son budget, le gouvernement disait aux Canadiens qu'ils devraient continuer à surnager. Le gouvernement était disposé à venir en aide—et encore, de façon parcimonieuse—uniquement à ceux qui coulent pour la troisième fois.

Vous vous souviendrez, monsieur l'Orateur, que les habitants du petit village de New Dundee ont changé le nom de leur village pour «Dire Straits». (Les Abois). Depuis lors, bon nombre de Canadiens dans tout le pays ont changé leur adresse postale pour «Dire Straits» afin d'avoir droit à une aide. Toutefois, cela n'a servi à rien.

Rien d'étonnant à ce que les Canadiens aient été unanimes à condamner le budget et le gouvernement. Il est vraiment difficile de leur faire confiance, quand les seules mesures qu'ils proposent reviennent à jeter à la mer un canot de sauvetage à deux places à partir d'un sous-marin en plongée. Le tollé et le mécontentement qu'a suscités le budget ont fini par obliger le ministre des Finances à annuler certaines mesures et à en renvoyer d'autres au comité. Personne ne sait quand elles seront à nouveau soumises à la Chambre pour une étude en comité

plénier. Des mesures législatives nous sont proposées continuellement mais, le plus important, à mon avis, c'est de présenter un nouveau budget. Toutefois, rien ne le laisse prévoir, d'après le calendrier du président du Conseil privé (M. Pinard.)

A l'instar de bon nombre de mes collègues—et s'ils avaient du courage, de nombreux députés libéraux en conviendraient—je pense qu'il faut repartir à zéro et présenter un tout nouveau budget qui tienne compte de façon réaliste des besoins du pays et cherche à y répondre.

J'ai lu dans les journaux, et j'ignore si c'est vrai ou non, que le ministre des Finances aurait laissé entendre qu'il présenterait un nouveau budget l'automne prochain. S'il faut présenter un budget à l'automne, monsieur l'Orateur, c'est sans doute encore plus utile de le faire dès maintenant.

Je voudrais dire quelques mots au sujet des trois thèmes qui inspirent le dernier budget. Le premier a trait à la modération des dépenses. Après avoir presque anéanti l'économie nationale, le gouvernement demande aux Canadiens d'apprendre à vivre dans les ruines. On nous dit que nous devons réduire notre train de vie et nos espérances. Des milliers de Canadiens ont déjà un train de vie tout à fait modeste et ont perdu tout espoir pour l'avenir depuis longtemps. De plus en plus de Canadiens sont heureux de pouvoir survivre d'une façon quelconque et sont révoltés de savoir que le fait de survivre est maintenant un exploit. Le gouvernement prêche la modération à un peuple qui plie déjà sous le poids de l'inflation.

Selon moi, ce serait beaucoup plus logique et les Canadiens l'accepteraient beaucoup plus facilement si le gouvernement donnait l'exemple. Comme je l'ai déjà dit, les dépenses gouvernementales augmenteront de 22 p. 100. Même si le ministre des Finances avait promis de réduire le déficit fédéral, la différence entre les recettes et les dépenses du gouvernement atteindra 13 milliards de dollars. Ce chiffre est d'ailleurs probablement inférieur à la réalité.

Personne ne devrait croire que le gouvernement a reconnu ses erreurs et cessera de gaspiller de l'argent parce qu'il promet de réduire le déficit. Le ministre des Finances avait annoncé la modération dans les dépenses gouvernementales en novembre. Maintenant, le gouvernement demande un pouvoir d'emprunt de 6.6 milliards de dollars. Une très grande partie de l'augmentation des recettes gouvernementales proviendra directement de l'entente sur le prix du pétrole conclue avec l'Alberta.

Après avoir perçu des droits et des impôts spéciaux pendant la longue période des négociations, le gouvernement a permis que les consommateurs continuent à payer des prix gonflés et il a empoché la différence. Même s'il avait tout cet argent en caisse, le gouvernement n'a pas voulu s'en servir pour réduire vraiment les impôts. Il a décidé plutôt de considérer une augmentation de ses recettes comme un moyen de justifier une augmentation de ses dépenses. La seule chose que le gouvernement modère, ce sont ses transports d'allégresse.

Monsieur l'Orateur, le deuxième thème du budget du ministre était sensément la justice. Le ministre des Finances était particulièrement fier de la réforme fiscale qu'il avait prétendument effectuée pour atteindre ce but. Pour le gouvernement, pour rétablir la justice, il suffisait de supprimer certaines échappatoires du régime fiscal. A son avis, cela empêcherait les riches de bénéficier d'un avantage indu. Et pourtant, au